Les statistiques annuelles des cours et tribunaux

Données 2024

Tribunaux du travail

Collège des cours et tribunaux

College van de hoven en rechtbanken

Nous remercions les comités de direction, le personnel des greffes ainsi que le service d'encadrement ICT du SPF Justice.

L'utilisation du contenu de cette publication à titre explicatif ou justificatif dans un article ou un ouvrage est autorisée moyennant indication claire et précise de la source.

Collège des cours et tribunaux
Service d'appui
Boulevard de Waterloo 70, 1000 Bruxelles
Tél. 02/557 46 50
Courrier électronique : cct.chr.stat@just.fgov.be
Site Internet : www.tribunaux-rechtbanken.be

Table des matières

I. INTRODUCTION

1.1 Statistiques de la Justice belge
1.2 Statistiques des cours et tribunaux
1.3 Remarques générales concernant les statistiques
1.4 Méthodologie sous-tendant le développement des statistiques
1.5 Contenu de la publication annuelle

II. VARIABLES STATISTIQUES

1. Concepts fondamentaux de la statistique

1.1 Contenu des chiffres : input-output des tribunaux du travail
1.2 L'année statistique est une année civile

2. Termes communs

2.1 Statistiques des affaires
2.1.1 Qu'est-ce qu'une affaire ?
2.1.2 Quelle est la date d'ouverture d'une nouvelle affaire ?
2.1.3 Quand une affaire est-elle pendante?
2.1.4 Définition de l'input, de l'output et de pendant 31/12
2.1.5 Durée output et pendant 31/12
2.2 Statistiques des actes du juge
2.2.1 Qu'est-ce qu'un acte du juge ?
2.2.2 Quelle est la date d'un acte du juge ?
2.2.3 Quels actes sont repris dans les statistiques ?
2.3 Rôle
2.4 Nature de l'affaire
2.5 Output
2.6 Type d'acte du juge

III. STATISTIQUES

INPUT-OUTPUT

1. Rôle

Partie 1 : Affaires sociales

1. Input-Output

1.1.a. Arrondissement – division
1.1.b. Ressort - arrondissement (nouveau)
1.1.c. Ressort – arrondissement: évolution
1.2.a. Nature
1.2.b. Nature (nouveau)

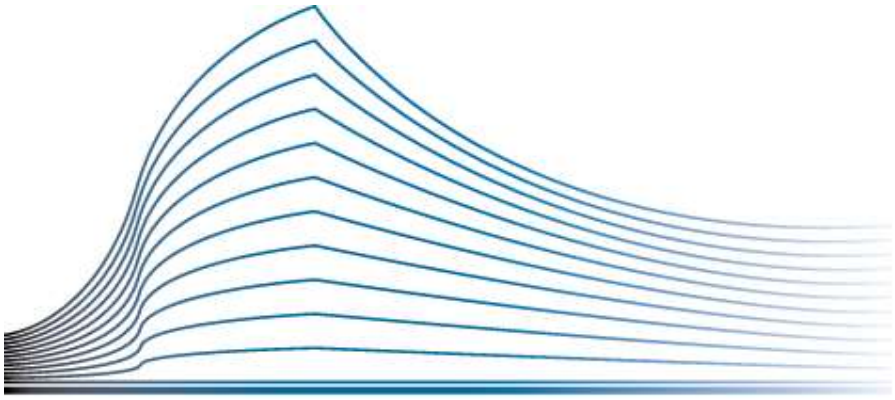
2. Type output

2.1. Arrondissement – division
2.2. Durée catégorie

3. Pendant 31/12

3.1. Arrondissement – division
3.2. Durée moyenne (pendant 31/12)
3.3. Durée catégorie

4. Décisions du juge



I. INTRODUCTION

1.1 Statistiques de la Justice belge

Les statistiques des cours et tribunaux s'inscrivent dans l'ensemble des nombreuses statistiques qui sont produites au sein de la Justice en Belgique.

Au plan pénal
On distinguera selon les étapes successives de la procédure :

- **Les statistiques relatives à l'information des affaires pénales et aux décisions du Ministère public, publiées par le service d'appui du Collège des procureurs généraux**[1]. Ces statistiques informent sur les activités des parquets. Elles permettent également de répondre à des questions d'ordre criminologique telles que par exemple : « Combien d'affaires de vols avec violence la Justice enregistre-t-elle par année ? »

- **Les statistiques relatives aux activités des cours et des tribunaux en matière pénale, produites par le service d'appui du Collège des cours et tribunaux**[2].
  On distingue :
  - les activités des juridictions de l'instruction judiciaire : juges d'instruction, chambres du conseil et chambres des mises en accusation ;
  - les activités des juridictions de jugement : tribunaux de police, chambres correctionnelles et chambres de la jeunesse (pour le volet protectionnel) des tribunaux de première instance et des cours d'appel, ainsi que les cours d'assises.

  Ces statistiques renseignent sur les volumes d'affaires pénales traitées durant la phase d'instruction et durant la phase de jugement, ainsi que sur les durées demandées par ces traitements : nombre d'affaires citées, nombre d'affaires clôturées par une décision définitive, types de décisions, durées entre l'entrée et la décision, etc. On y trouve également d'autres informations concernant le volume d'activité des cours et des tribunaux : actes divers des juges et des greffes (réquisitoires, ordonnances, jugements, procès-verbaux, requêtes enregistrées, enregistrement de pièces à conviction, etc.).

  Il faut souligner que les statistiques des cours et tribunaux ne renseignent pas sur le contenu des condamnations prononcées (à l'exception des déchéances du permis de conduire).

- **Les statistiques relatives aux condamnations, aux suspensions du prononcé et aux internements.** Ces chiffres sont rassemblés et publiés par le service de la Politique Criminelle du SPF Justice (Direction générale Législation, Libertés et Droits fondamentaux). Ces statistiques portent sur les décisions judiciaires « coulées en forme de chose jugée », c'est-à-dire après extinction de tous les délais d'opposition et/ou de recours. Elles sont produites à l'aide de la banque de données du Casier judiciaire central dans lequel sont enregistrés tous les bulletins de décisions transmis par les greffes des cours et des tribunaux. Les statistiques du service de la Politique Criminelle indiquent la nature des infractions, les condamnations, les personnes jugées et les instances concernées[3].

- **Les statistiques relatives à la population carcérale**, résumées dans la publication *Justice en chiffres* du SPF Justice[4]. On y trouvera décrite l'évolution de la population carcérale, du nombre d'écrous et de libérations, ainsi qu'une description des différentes modalités de libération.

---

[1] https://www.om-mp.be/stat/intro_f.html
[2] https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/college
[3] http://www.dsb-spc.be/web/index.php?option=com_content&task=view&id=28&Itemid=47&lang=french
[4] https://justice.belgium.be/fr/statistiques/justice_en_chiffres

- **Les statistiques relatives aux activités des maisons de justice**, qui figurent également dans la publication *Justice en chiffres* du SPF Justice[4]. On peut y découvrir l'évolution du nombre d'actes accomplis dans le cadre des missions des assistants de justice : accueil des victimes, enquêtes sociales, encadrement des décisions judiciaires pénales (surveillance électronique, peines de travail, probation, liberté conditionnelle, internements, etc.).

Au plan civil

Les statistiques relatives aux activités des cours et des tribunaux en matière civile sont également produites par le service d'appui du Collège des cours et tribunaux[5]. **Ces statistiques renseignent sur les volumes d'affaires traitées durant la phase de jugement des litiges civils, ainsi que sur les durées demandées par ces traitements** : nombre d'affaires inscrites aux rôles, nombre d'affaires clôturées par une décision définitive, types de décisions, durées entre l'entrée et la décision, etc. On y trouve également d'autres informations concernant le volume d'activités civiles des cours et des tribunaux : actes divers des juges et des greffes (jugements et ordonnances, procès-verbaux, , etc.).

Les statistiques couvrent toutes les juridictions civiles, tant en première instance qu'au niveau d'appel : justices de paix, affaires civiles des tribunaux de police, sections civile, famille et jeunesse (pour le volet civil) des tribunaux de première instance, tribunaux du travail, tribunaux de l'entreprise, chambres civiles, familiales et de la jeunesse des cours d'appel.

Concernant la Cour de cassation

Les données relatives aux activités de la cour de cassation **n'entrent pas dans les projets statistiques portés par le Collège des cours et tribunaux**. On peut trouver des informations sur le volume d'affaires traitées jusqu'à l'année 2013 dans la publication Justice en chiffres du SPF Justice[6]. Pour les années suivantes, on se réfèrera utilement au rapport annuel de la Cour[7].

1.2 Statistiques des cours et tribunaux

Le service d'appui du Collège des cours et tribunaux est en charge de la publication annuelle des statistiques d'activité des cours et des tribunaux. Chaque instance dispose d'une publication spécifique qui contient toute une série de mesures statistiques.

Le service d'appui met également à disposition « Les chiffres-clés de l'activité judiciaire », rassemblant le nombre d'affaires pendantes, nouvelles et clôturées pour toutes les juridictions depuis l'année 2010.

Autant de documents que vous pouvez retrouver sur **notre site internet** (www.tribunaux-rechtbanken.be), en cliquant sur « Infos utiles » puis « Statistiques ».

1.3 Remarques générales concernant les statistiques

Un grand nombre de facteurs influencent **la qualité des statistiques**. Dans le cas présent, nous pouvons citer par exemple la qualité de l'encodage des données judicaires dans le système informatique, l'utilisation uniforme de ce système informatique et des codes qu'il contient ou même le bon fonctionnement du système informatique. Dès lors, une **certaine précaution** est toujours recommandée dans l'interprétation des statistiques.

---

[5] https://www.rechtbanken-tribunaux.be/fr/college
[6] https://justice.belgium.be/fr/statistiques/justice_en_chiffres
[7] https://hofvancassatie.be/Pub.html

À noter que les statistiques d'activité **ne reflètent pas la charge de travail** des cours et des tribunaux. En effet, d'autres paramètres rentrent en ligne de compte pour cela : le cadre du personnel, la complexité des affaires traitées ou encore les différentes méthodes de travail au sein des instances.
Il faut également considérer que les statistiques du service d'appui ont pour finalité d'apporter un **soutien à la prise de décision du Collège lui-même mais aussi au fonctionnement** des cours et des tribunaux. Les rubriques statistiques qui figurent dans les publications annuelles ont donc été élaborées dans le cadre de cette mission.

1.4 Méthodologie sous-tendant le développement des statistiques

Pour l'ensemble des instances, les statistiques sont calculées à partir des **données judiciaires** encodées par le personnel des greffes dans un système informatique. C'est le service d'encadrement ICT du SPF Justice, en collaboration avec les instances et le service d'appui, qui est en charge de la maintenance et du développement du système informatique mais aussi du stockage des données encodées par le personnel des greffes.

Par la suite, le service d'appui utilise ces données brutes pour développer les statistiques d'activité de chaque instance. Le service d'appui garantit la qualité, et donc la fiabilité, des statistiques publiées via un travail de fond effectué avec des représentants du terrain (greffiers et magistrats). Grâce à cette concertation, **des règles de comptage des affaires** ont été définies à un niveau national. Un **travail d'homogénéisation des pratiques d'encodage des dossiers** dans le système informatique a également été effectué ces dernières années.

1.5 Contenu de la publication annuelle

Dans le premier chapitre de cette publication, vous trouverez, pour l'instance et l'année concernées, des **informations importantes** concernant l'état d'avancement du projet statistiques et les modifications récentes ayant un impact sur la publication.

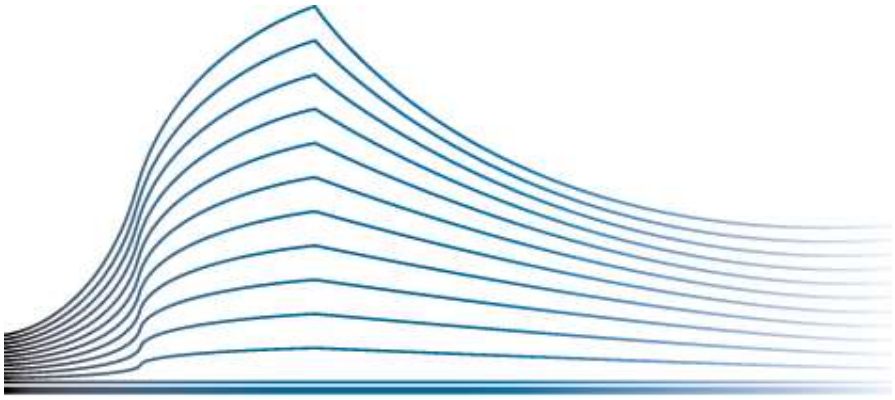
Les **concepts fondamentaux** des statistiques et les **rubriques statistiques** pour l'instance concernée sont expliqués et décrits dans le deuxième chapitre de cette publication.

Le troisième chapitre présente les **données statistiques** de l'instance concernée. Vous pouvez y consulter principalement, en fonction de l'état d'avancement du projet statistique de l'instance, les statistiques des affaires (nouvelles/pendantes/clôturées/et leur durée) et/ou des actes du juge, et ce, en fonction de différentes variables (tribunal/cour, nature de l'affaire, etc.).

Version publication 2025.
Extraction des données : 10/01/2025.

Vous avez encore des questions ? N'hésitez pas nous contacter :

Service d'appui du Collège des cours et tribunaux
Tél. : 02/557.46.50
Email : cct.chr.stat@just.fgov.be
Site internet : www.tribunaux-rechtbanken.be



II. VARIABLES STATISTIQUES

1. Concepts fondamentaux de la statistique

1.1 Contenu des chiffres : input-output des tribunaux du travail

Le tribunal du travail est un tribunal spécialisé et compétent dans le droit du travail et le droit de la sécurité sociale. Il traite notamment des litiges entre employeurs et travailleurs, des litiges en matière de sécurité sociale et d'assistance sociale. Depuis le 1er septembre 2007, le tribunal du travail est également compétent pour les affaires relatives au règlement collectif de dettes*. Il n'est cependant pas compétent pour les affaires pénales. Un tribunal du travail se compose de chambres dans lesquelles siègent un président (magistrat de carrière) et des magistrats non professionnels. Lorsqu'il s'agit d'un litige opposant un travailleur et son employeur, le juge de carrière est assisté par un juge social appartenant à une organisation représentative des travailleurs et un juge social appartenant à une organisation représentative des employeurs. En Belgique, il y a 9 tribunaux du travail. Tous les tribunaux du travail ont une ou plusieurs divisions**.

Les statistiques tentent de donner une approche aussi réaliste que possible des flux d'affaires auxquels les tribunaux du travail ont été confrontés au cours d'une période bien déterminée.

*** Les données concernant les affaires « règlement collectif de dettes ne sont pas disponibles pour l'année 2024 à cause de leur migration vers un nouveau programme ICT (JustRestart). Par conséquent, nous avons choisi de ne pas les faire figurer dans la présente publication.**

**** Au sein du Tribunal du travail du Brabant Wallon, les deux divisions de Wavre et Nivelles ont fusionné le 1er octobre 2024 pour former un Tribunal, siégeant exclusivement à Nivelles. Les deux divisions sont présentées de manière distincte dans ce rapport.**

Les chiffres portent toujours sur une période déterminée, appelée période statistique. Pour l'élaboration des chiffres annuels, c'est l'année civile (janvier-décembre) et non l'année judiciaire (septembre-août) qui est prise comme période de référence.

2. Termes communs

2.1 Statistiques des affaires

2.1.1 Qu'est-ce qu'une affaire ?

Une affaire est un litige qui est pendant devant un tribunal du travail. Au sein d'un tribunal du travail, chaque affaire se voit attribuer un numéro de rôle unique.

Par l'attribution d'un numéro de rôle (mise au rôle) l'affaire devient pendante. Lorsque l'affaire ne fait plus partie de la charge de travail, elle n'est plus pendante. Elle est alors comptée comme de l'output.

> 1ère remarque : Lorsqu'une affaire omise d'office est à nouveau mise au rôle à la demande de la partie la plus diligente[8], il s'agit alors d'une nouvelle affaire. Cette affaire reçoit aussi un nouveau numéro de rôle.
> 2e remarque : Les affaires annulées qui ont été mal enregistrées dans l'application, ne sont pas reprises dans les statistiques.
>
> 3e remarque : L'article 1021 du Code judiciaire prévoit que « Lorsque les dépens n'ont pas été liquidés dans le jugement, ou ne l'ont été que partiellement, ceux sur lesquels il n'a pas été statué sont réputés réservés ».

Concrètement, cela signifie que lorsque les frais de la procédure ne sont pas liquidés dans la décision définitive, la possibilité existe alors pour les parties de demander au tribunal du travail de faire cette liquidation des dépens. Cela donnera lieu à un nouveau jugement de liquidation des dépens. De la requête de liquidation des dépens à la décision à ce sujet, l'affaire est à nouveau mise au rôle (sans nouveau numéro de rôle) et son état passe dans l'application de « non pendante » à « pendante ». Après la liquidation des dépens, l'affaire devient à nouveau « non pendante ».

Il a été décidé de ne pas reprendre le « à nouveau pendant » dans les statistiques. Par conséquent, l'affaire va, dans les statistiques, passer de « pendant » à « non pendant » dès le moment où un jugement définitif aura tranché l'affaire (et pas encore les dépens). Dans les résultats statistiques, l'affaire demeurera « non pendante », malgré le fait qu'en pratique cette affaire, en ce qui concerne les frais, redevient « pendante ».

En adoptant une autre méthode de travail, il y aurait deux jugements définitifs tout en ayant une seule affaire dans « l'input ». Dans ces statistiques input-output, un rapport équilibré entre le nombre de nouvelles affaires et d'affaires clôturées est toujours de mise. Une nouvelle affaire ne peut donner lieu qu'à une seule affaire clôturée.

2.1.2 Quelle est la date d'ouverture d'une nouvelle affaire ?

Une affaire débute dès qu'elle est enregistrée dans l'application « ARTT ». Par exemple, le jour du dépôt de la requête ou du paiement de la contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne.

[8] Art. 730, §2, a, in fine du Code judiciaire.

2.1.3 Quand une affaire est-elle pendante?

Une affaire est pendante à partir du moment où elle est enregistrée dans l'application et elle le reste jusqu'au moment où elle est clôturée et ne fait plus partie de la charge de travail.

2.1.4 Définition de l'input, de l'output et de pendant 31/12

L'**input** résulte de deux paramètres :

- Les affaires qui étaient déjà inscrites au début de la période statistique et qui ne sont pas encore clôturées (**pendantes 01/01**)
- Les nouvelles affaires qui ont été inscrites pendant la période statistique (**nouvelles**).
- <u>INPUT = affaires pendantes 01/01 + nouvelles affaires</u>

L'**output** rassemble toutes les affaires pour lesquelles une décision mettant fin à l'affaire (décision définitive) a été prise au cours d'une période statistique déterminée. Ces affaires ne sont, par-là même, plus pendantes. La date de la dernière décision clôturante est prise en compte. Si une fixation est enregistrée à une date ultérieure à la décision clôturée, l'affaire n'est plus considérée comme clôturée.

Les décisions mettant fin à une affaire sont généralement : les jugements définitifs, les ordonnances définitives, les jonctions avec une autre affaire, les omissions d'office, les radiations et les désistements.

Le nombre d'affaires pendantes à la fin de la période statistique (**pendantes 31/12**) est obtenu en soustrayant à l'input total, l'output total.

- <u>AFFAIRES PENDANTES 31/12 = INPUT – OUTPUT</u>

2.1.5 Durée output et pendant 31/12

Durée moyenne et médiane output

La durée correspond au nombre de jours entre l'inscription de l'affaire (nouvelle) sur un des rôles et la date à laquelle l'affaire est clôturée (output).

Cette variable concerne <u>uniquement</u> les affaires qui sont clôturées par une <u>décision définitive</u> au cours de la période statistique. La durée des omissions d'office n'est pas prise en compte pour déterminer la durée moyenne et médiane.

La durée moyenne est obtenue en divisant la somme des durées par le nombre d'affaires clôturées. Lorsqu'une répartition « inégale » des durées se présente (un grand nombre d'affaires ne demande qu'un temps de traitement court alors qu'un petit nombre d'affaires en demande un extrêmement long), la médiane constitue un meilleur indicateur de la durée d'une affaire moyenne. La durée médiane est la durée qui se trouve au milieu dans une série statistique où les termes sont rangés de façon croissante. La moitié de ces affaires présente une durée plus courte que la médiane alors que l'autre moitié en présente une plus longue. Par exemple, les temps de traitement de cinq affaires sont 50, 60, 70, 80 et 150 jours. La durée moyenne s'élève à 82 jours et la médiane à 70 jours.

Durée moyenne affaires pendantes 31/12

Cette durée est le nombre de jours entre l'inscription de l'affaire sur un des rôles et le dernier jour de la période statistique (31/12).

Cette variable concerne uniquement les affaires qui ne sont pas encore clôturées à la fin de la période statistique.

2.2 Statistiques des actes du juge

2.2.1 Qu'est-ce qu'un acte du juge ?

Concernant les statistiques, un acte du juge est une décision du tribunal, inscrite au répertoire du juge et qui s'est vu attribuer un numéro de répertoire. Ces actes recouvrent toutes les décisions prises par les juges, le bureau d'assistance judiciaire et le président du tribunal (jugements, ordonnances, PV, feuilles d'audience) même si certains de ces actes sont rédigés par le greffier, ils sont repris dans le système comme étant des «actes du juge ». Le greffe attribue à chaque acte un type (d'acte), ce qui permet de caractériser l'acte qui a été prononcé (PV, ordonnances,…).

> 1ière Remarque: le nombre de décisions définitives n'est pas un indicateur fiable du nombre d'affaires clôturées. Il arrive en effet que le greffe utilise une décision définitive comme décision interlocutoire et vice-versa. Ainsi, un certain nombre d'affaires, pourtant clôturées dans les faits, restent pendantes dans le système alors que d'autres sont clôturées à plusieurs reprises.
>
> 2ième Remarque: toutes les décisions ne sont pas systématiquement enregistrées dans les actes du juge. C'est le cas par exemple des radiations et des omissions qui peuvent être actées au PV d'audience.
>
> 3ième Remarque: les actes inscrits par erreur et ceux relatifs aux affaires inscrites par erreur ne figurent pas dans les résultats statistiques.

2.2.2 Quelle est la date d'un acte du juge ?

La date de l'acte du juge est la date à laquelle l'acte a été prononcé (et non pas la date d'inscription dans le système informatique ou de mise au répertoire).

2.2.3 Quels actes sont repris dans les statistiques ?

Chaque acte inscrit au répertoire du juge a été recensé.

En revanche, les actes du juge qui renvoient à une affaire inscrite par erreur ou qui constituent une inscription erronée (identifiée grâce au type d'acte) ne sont pas pris en compte dans les statistiques.

2.3 Rôle

Le rôle est une liste sur laquelle les nouvelles affaires sont inscrites. Ces dernières sont inscrites en ordre d'arrivée auprès du tribunal du travail. Elles se voient toutes attribuer un numéro de rôle unique. Le rôle est subdivisé en plusieurs listes, et ce, d'une part, en vertu de dispositions législatives et, d'autre part, de considérations pratiques.

Liste francophone	Nederlandse lijst
Rôle général	Algemene rol
Registre des référés	Rol van de korte gedingen
Registre des requêtes (exc. RCD)	Rol van de verzoekschriften
Registre des conciliations	Register van de verzoeningen
Registre des commissions rogatoires	Register van de ambtelijke opdrachten
Registre des Pro Deo	Rol van de Pro Deo's

Rôle général

Le rôle général concerne les procédures contradictoires qui ne figurent pas dans l'un des rôles présentés ci-après.

Registre des Référés

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui sont traitées en référé.

Remarque : La notion de référé est interprétée au sens strict. Les affaires « comme en référé » ne sont pas reprises dans le rôle des référés. Elles reçoivent un numéro « rôle général ». Lors d'une procédure « comme en référé », les règles de procédure sont les mêmes que lors d'une procédure « en référé ». Cependant, dans une procédure « comme en référé », le président se prononce sur le fond, ce qui n'est pas le cas lors d'un jugement « en référé ». De la même manière, les demandes urgentes introduites sur requête ne sont pas reprises ici, elles reçoivent un numéro « registre des requêtes ».

Registre des Requêtes (excl. RCD)

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui ont été introduites par requête unilatérale[9] et qui n'ont pas trait au règlement collectif de dettes.

Registre des conciliations

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires qui ont été introduites par requête unilatérale et qui ont trait à des procédures de conciliation.

Registre de commissions rogatoires

Il s'agit d'une liste sur laquelle sont inscrites les affaires adressées par une autre juridiction afin d'exécuter certaines mesures d'instruction.

Assistance judiciaire

Il arrive qu'une ou plusieurs partie(s) au litige introduisent une demande en vue de bénéficier de l'assistance judiciaire (ex-pro deo)[10]. L'assistance judiciaire consiste en ce que les parties au litige sont exemptées des dépens judiciaires suivants : e.a. droits de timbre et droits d'enregistrement, droits de greffe, droits d'expédition et les autres dépens. L'assistance judiciaire a toujours été attribuée par instance. Ainsi, un juge de première instance ne peut l'attribuer que pour une procédure de première instance. Si les parties décident par la suite d'aller en appel, l'assistance judiciaire devra être sollicitée à nouveau. Cette affaire sera alors mise séparément au rôle « assistance judiciaire ». L'affaire qui a donné lieu à cette demande (le litige proprement dit) sera mise au rôle comme une affaire courante, sous un autre numéro de rôle.

[9] Art. 1025 - 1034 du Code judiciaire.

[10] Depuis le 8 août 2006, le système pro deo est appelé assistance judiciaire aux articles 664 à 687 du Code judiciaire.

2.4 Nature de l'affaire

Au moment où une affaire est introduite dans l'application (au début de la procédure), elle se voit attribuer une « nature de l'affaire ». Cette dernière est une qualification qui est utilisée au sein des tribunaux afin de savoir de quelle sorte d'affaire il s'agit.

La nature de l'affaire constitue souvent une indication importante sur son degré de difficulté. Une demande d'assistance judiciaire, par exemple, est en principe moins complexe qu'une affaire « contrat de travail - ouvrier ». De ce fait, les temps moyens de traitement peuvent varier entre les différentes sortes d'affaires. Il est, par conséquent, important de tenir compte de la nature de l'affaire lorsqu'on examine des résultats statistiques.

Depuis l'implémentation de l'application « ARTT », la nature de l'affaire est enregistrée dans les greffes au moyen d'une liste de nomenclature juridique uniforme « nature de l'affaire » qui évolue en fonction des modifications législatives.

Les principales rubriques sont les suivantes :

Rubrique principale nature d'affaire (FR)	Hoofdrubriek aard van de zaak (NL)
Requêtes en assistance judiciaire	Rechtsbijstand
Conciliations	Minnelijke schikking
Droit du travail	Arbeidsrecht
Accidents de travail, maladies professionnelles	Arbeidsongeval, beroepsziekten
Sécurité sociale des travailleurs salaries	Sociaal zekerheidsrecht werknemers
CPAS	OCMW
Sécurité sociale des travailleurs indépendants	Sociaal zekerheidsrecht zelfstandigen
Personnes handicapées	Personen met een handicap
Conseil d'entreprise / élections sociales	Ondernemingsraad en sociale verkiezingen
Sanctions administratives	Administratieve geldboetes
Divers	Diversen
Référés	Kort gedingen
Procédures européennes	Europese procedures

2.5 Output

Cette variable reflète le type de décision par laquelle une affaire est clôturée.

Type Output (FR)	Type Output (NL)
Jugement définitif	Eindvonnis
Ordonnance définitive	Eindbeschikking
Désistement	Afstand
Radiation	Doorhaling
Omission	Weglating
Autre	Overige

Jugement définitif

Un jugement définitif est une décision par laquelle le juge statue définitivement sur tous les points du litige. Par conséquent, l'affaire n'est plus pendante.

Une décision mixte se caractérise par le fait qu'une décision définitive est prise sur seulement certains points litigieux alors qu'il faut encore décider quant au fond sur d'autres points. Ce type de jugement est considéré comme un jugement interlocutoire. L'affaire reste pendante tant qu'il n'y a pas de décision définitive sur les points restants.

Attention : Dans cette publication, la définition de jugement définitif est donnée d'un point de vue statistique. La définition juridique d'un jugement définitif peut ainsi différer de celle de la définition statistique.

Ordonnance définitive

Une ordonnance définitive est une décision par laquelle le juge statue définitivement sur tous les points du litige. Par conséquent, l'affaire n'est plus pendante. Dans la plupart des cas, des ordonnances sont rendues dans les affaires qui ont été inscrites sur le rôle des requêtes. La différence avec un jugement définitif réside dans le fait que cette décision ne doit pas être prononcée lors d'une audience publique.

Désistement

Par le désistement d'instance, la partie qui a saisi le tribunal renonce à la procédure qu'elle a engagée. Il importe de souligner ici qu'il n'est pas renoncé au droit lui-même. Ainsi, lorsqu'une partie se désiste, elle ne renonce pas au droit de réintroduire une autre instance lui-même. Un désistement d'instance n'implique pas nécessairement que la partie a l'intention d'accepter la décision[11].

Pour la partie qui se désiste de l'instance, la décision que le juge prendra suite à cela sera un jugement définitif. Si une seule partie se désiste de l'instance, alors le juge prononcera un jugement mixte. Pour la partie qui se désiste, il s'agit d'un jugement définitif ; pour les autres parties, il s'agit d'un jugement interlocutoire. Vu que dans ce dernier cas l'affaire est encore pendante, la décision est introduite comme un jugement interlocutoire dans l'application.

Radiation

Un procès peut être terminé par la radiation d'une affaire du rôle. Cela ne peut se produire que si toutes les parties en conviennent. La cause tombera par-là même et ne sera plus pendante.

Il est possible de rendre l'affaire à nouveau pendante en assignant à nouveau les parties. L'affaire recevra un nouveau numéro de rôle et sera recensée comme une nouvelle affaire.

Remarque : La doctrine semble d'avis qu'une radiation est une clôture, et ce, sans que le juge ne rende un jugement définitif à cet effet.

Omission d'office[12]

Une affaire peut prendre fin à la suite d'une omission d'office du rôle.

À partir du 31 mars 2023, les affaires pour lesquelles aucune audience n'est fixée depuis dix-huit mois, peuvent être omise d'office. Le greffier notifie les parties impliquées par pli judiciaire. Si une des parties ne veut pas que l'affaire soit omise d'office, alors cette partie peut l'éviter en déposant une requête en maintien au rôle général.

---

[11] Cass. 11 mars 2010, C.09.0347.N).

[12] Art. 730, §2 du Code judiciaire.

Avant le 31 mars 2023, une omission d'office s'opère une fois par an lors d'une audience particulière. Seules les affaires qui sont mises au rôle depuis plus de trois ans et pour lesquelles les débats n'ont pas commencé ou celles qui n'ont plus progressé depuis plus de trois ans peuvent être omises d'office. Si une des parties ne veut pas que l'affaire soit omise d'office, alors cette partie peut l'éviter en déposant une requête en maintien au rôle général.

Autre

Cette catégorie contient un certain nombre de décisions moins fréquentes qui mettent fin à une affaire.

2.6 Type d'acte du juge

Au moment où un acte du juge est introduit dans le système informatique, lui est attribué un "type d'acte". Le type d'acte est une qualification qui est accordée afin de savoir de quelle sorte d'acte il s'agit.

Cette qualification est une appréciation personnelle des collaborateurs qui introduisent les actes, de ce fait il est possible que le type d'acte comme il est accordé dans le système informatique, ne correspond pas tout à fait avec le type d'acte que cet acte a en réalité.

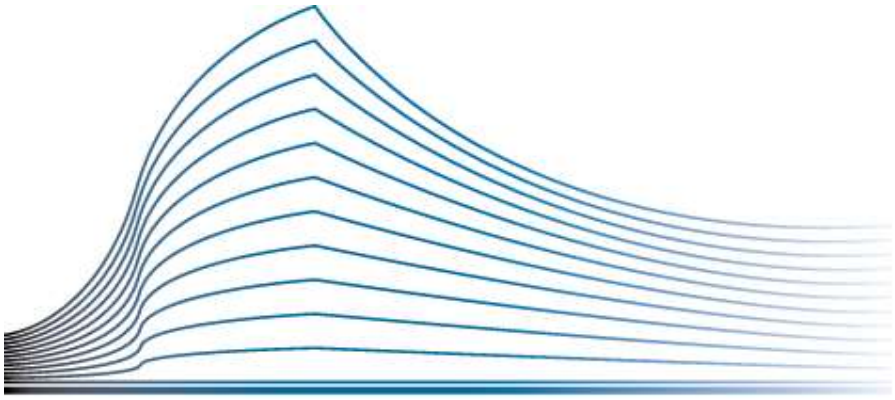
Cela sera d'autant plus le cas, si plusieurs rubriques s'appliquent à un acte, à ce moment des choix doivent être fait car chaque acte ne peut être qu'un seul type. Ainsi, les statistiques concernant les actes doivent être interprétées avec précaution.

Le type d'acte est enregistré aux greffes au moyen d'une liste de nomenclature juridique uniforme "type d'acte".

Celle-ci est aujourd'hui composée de plusieurs rubriques principales lesquelles sont subdivisées en sous-rubriques.

Dans cette publication, les actes du juge sont regroupés sous les catégories suivantes :

Catégorie d'acte	Categorie akte
Jugements définitifs	Eindvonnissen
Ordonnances définitives	Eindbeschikkingen
Jugements interlocutoires	Tussenvonnissen
Ordonnances interlocutoires	Tussenbeschikkingen
Procès-Verbaux	Processen-Verbaal



III. STATISTIQUES

INPUT-OUTPUT National Période : 2024

1. Rôle

Rôle	Pendant 01/01	Nouveau	Nouveau %	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
Rôle Général	54098	35398	91.1	89496	39166	50330	395	243
Registre des Référés	214	194	0.5	408	209	199	57	23
Registre des Conciliations	121	127	0.3	248	90	158	97	67
Registre des Commissions Rogatoires	3	0	0.0	3	0	3	.	.
Registre des Pro Deo	117	316	0.8	433	316	117	5	3
Registre de Requêtes (non RCD)	122	2820	7.3	2942	2805	137	3	2
Total	**54675**	**38855**	**100.0**	**93530**	**42586**	**50944**	**356**	**198**

Extraction : 10Jan2025

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2024

1.1.a. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
Anvers	Anvers	4046	3284	7330	3941	3389	309	185
	Hasselt	1338	1263	2601	1385	1216	295	169
	Malines	1151	798	1949	872	1077	390	293
	Tongres	1140	958	2098	1118	980	368	204
	Turnhout	1066	937	2003	878	1125	324	235
	Total Arrondissement	**8741**	**7240**	**15981**	**8194**	**7787**	**326**	**197**
Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	8235	7811	16046	8959	7087	257	120
	Total Arrondissement	**8235**	**7811**	**16046**	**8959**	**7087**	**257**	**120**
Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	2305	3191	5496	3211	2285	200	113
	Total Arrondissement	**2305**	**3191**	**5496**	**3211**	**2285**	**200**	**113**
Louvain	Louvain	708	675	1383	657	726	280	182
	Total Arrondissement	**708**	**675**	**1383**	**657**	**726**	**280**	**182**
Brabant-Wallon	Nivelles	1087	629	1716	980	736	281	133
	Wavre	953	393	1346	848	498	276	163
	Total Arrondissement	**2040**	**1022**	**3062**	**1828**	**1234**	**279**	**156**
Gand	Alost	461	310	771	365	406	373	265
	Bruges	1340	890	2230	1247	983	381	277
	Termonde	613	376	989	438	551	330	237
	Gand	1667	1180	2847	1238	1609	356	217
	Ypres	262	156	418	162	256	429	319
	Courtrai	722	500	1222	539	683	374	332
	Audenarde	410	322	732	364	368	340	273
	Roulers	277	238	515	203	312	321	245
	Saint-Nicolas	768	505	1273	567	706	356	213
	Furnes	321	130	451	318	133	319	174
	Total Arrondissement	**6841**	**4607**	**11448**	**5441**	**6007**	**360**	**252**
Eupen	Eupen	330	190	520	182	338	399	280
	Total Arrondissement	**330**	**190**	**520**	**182**	**338**	**399**	**280**
Liège	Arlon	304	245	549	283	266	278	139
	Dinant	849	715	1564	773	791	268	151
	Huy	847	436	1283	482	801	553	371
	Liège	8501	4945	13446	4186	9260	520	351
	Marche-en-famenne	335	240	575	337	238	303	153
	Namur	3108	1309	4417	1557	2860	329	184

Extraction : 10Jan2025

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2024

1.1.a. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
Liège	Neufchâteau	346	309	655	343	312	280	112
	Verviers	1753	1284	3037	930	2107	459	250
	Total Arrondissement	**16043**	**9483**	**25526**	**8891**	**16635**	**446**	**275**
Hainaut	Binche	1113	367	1480	660	820	565	450
	Charleroi	3712	1935	5647	1869	3778	516	383
	La Louvière	1671	476	2147	713	1434	750	581
	Mons	1754	909	2663	976	1687	527	356
	Mouscron	266	236	502	248	254	328	202
	Tournai	934	713	1647	757	890	367	219
	Total Arrondissement	**9450**	**4636**	**14086**	**5223**	**8863**	**517**	**363**
Total		**54693**	**38855**	**93548**	**42586**	**50962**	**356**	**198**

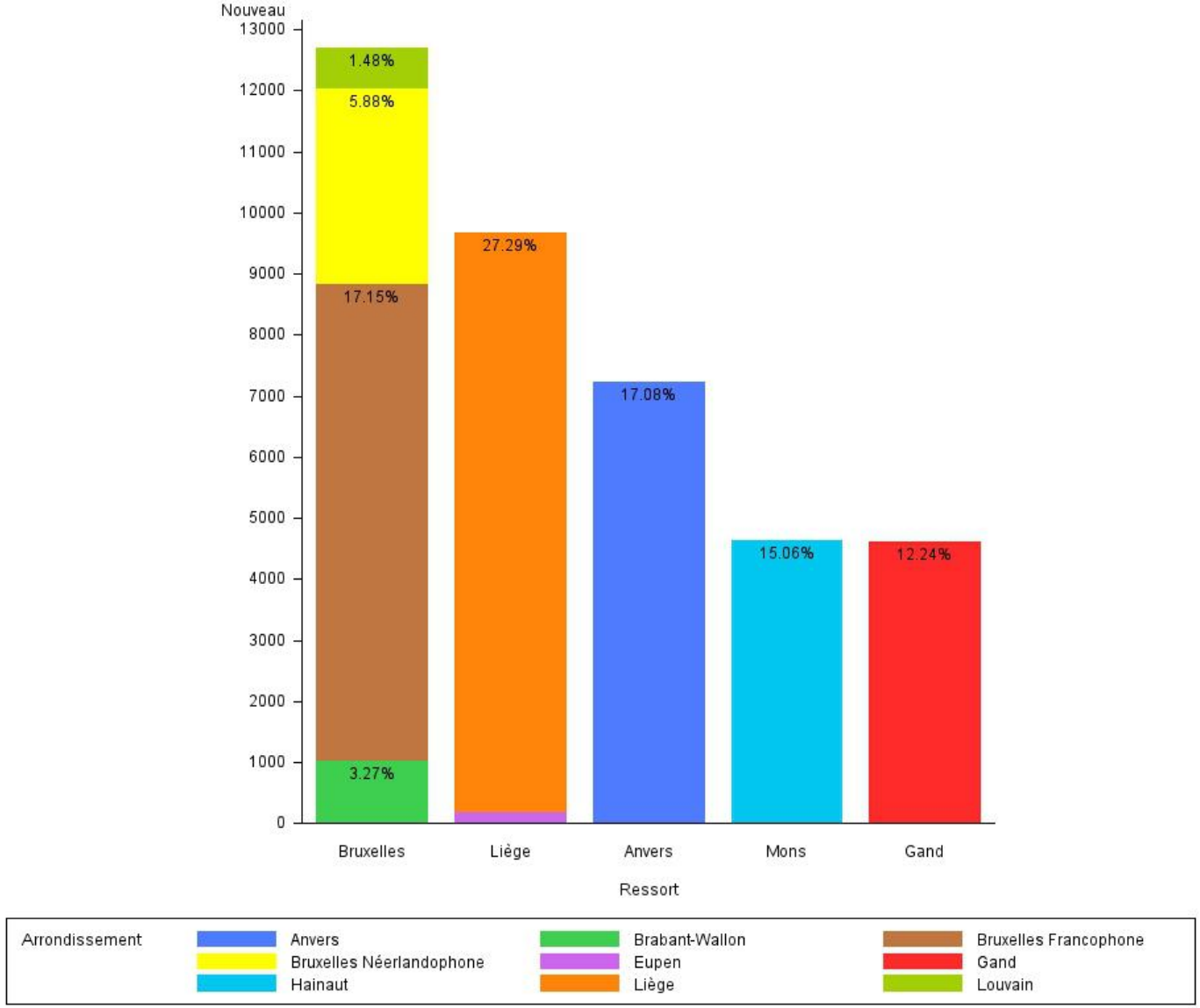
Extraction : 10Jan2025

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT- OUTPUT National Période : 2024

1.1.b. Ressort - Arrondissement (Nouveau)



PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2024

1.1.c. Ressort - Arrondissement - Division: Evolution

Ressort - Arrondissement - Division			Output/Nouveau	Output/Input	Evolution pendant 01/01-31/12	Evolution pendant 01/01-31/12
					Nombre	%
Anvers	Anvers	Anvers	120%	54%	-657	-16%
		Hasselt	110%	53%	-122	-9%
		Malines	109%	45%	-74	-6%
		Tongres	117%	53%	-160	-14%
		Turnhout	94%	44%	59	6%
		Arrondissement Anvers	113%	51%	-954	-11%
	Ressort Anvers		113%	51%	-954	-11%
Bruxelles	Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	115%	56%	-1148	-14%
	Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	101%	58%	-20	-1%
	Louvain	Louvain	97%	48%	18	3%
	Brabant-Wallon	Nivelles	156%	57%	-351	-32%
		Wavre	216%	63%	-455	-48%
		Arrondissement Brabant-Wallon	179%	60%	-806	-40%
	Ressort Bruxelles		115%	56%	-1956	-15%
Gand	Gand	Alost	118%	47%	-55	-12%
		Bruges	140%	56%	-357	-27%
		Termonde	116%	44%	-62	-10%
		Gand	105%	43%	-58	-3%
		Ypres	104%	39%	-6	-2%
		Courtrai	108%	44%	-39	-5%
		Audenarde	113%	50%	-42	-10%
		Roulers	85%	39%	35	13%
		Saint-Nicolas	112%	45%	-62	-8%
		Furnes	245%	71%	-188	-59%
		Arrondissement Gand	118%	48%	-834	-12%
	Ressort Gand		118%	48%	-834	-12%
Liège	Eupen	Eupen	96%	35%	8	2%
	Liège	Arlon	116%	52%	-38	-13%
		Dinant	108%	49%	-58	-7%
		Huy	111%	38%	-46	-5%
		Liège	85%	31%	759	9%
		Marche-en-famenne	140%	59%	-97	-29%
		Namur	119%	35%	-248	-8%
		Neufchâteau	111%	52%	-34	-10%
		Verviers	72%	31%	354	20%

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2024

1.1.c. Ressort - Arrondissement - Division: Evolution

Ressort - Arrondissement - Division			Output/Nouveau	Output/Input	Evolution pendant 01/01-31/12	Evolution pendant 01/01-31/12
					Nombre	%
Liège	Liège	Arrondissement Liège	94%	35%	592	4%
	Ressort Liège		94%	35%	600	4%
Mons	Hainaut	Binche	180%	45%	-293	-26%
		Charleroi	97%	33%	66	2%
		La Louvière	150%	33%	-237	-14%
		Mons	107%	37%	-67	-4%
		Mouscron	105%	49%	-12	-5%
		Tournai	106%	46%	-44	-5%
		Henegouwen	113%	37%	-587	-6%
	Ressort Mons		113%	37%	-587	-6%
Total			110%	46%	-3731	-7%

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2024

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
procédures européennes	e2b - injonction de payer européenne	0	6	6	6	0	2	1
	Total groupe nature	**0**	**6**	**6**	**6**	**0**	**2**	**1**
droit du travail (578)	o1a - contrat de travail ouvrier	3549	2353	5902	2818	3084	289	217
	o1b - contrat de travail employé	4620	2547	7167	2977	4190	396	375
	o1e - conventions collectives du travail	2	0	2	0	2	.	.
	o1m - qualité et maintien du droit travaill. suite	0	2	2	1	1	259	259
	o1na - discrimination hommes/femmes salariés	3	5	8	2	6	380	380
	o1o - risques psycho-sociaux (violence, harcèlemen	50	44	94	33	61	549	535
	o1p - protection conseiller en prévention	2	3	5	2	3	811	811
	o1q - discrimination travailleurs salariés	66	121	187	55	132	366	356
	o1ra - racisme – xénophobie salariés	0	1	1	0	1	.	.
	o1t - action civile auditeur du travail	2	0	2	1	1	.	.
	o1td - pensions complémentaires travailleurs	5	15	20	6	14	232	261
	o1tf - discrimination politique flamande d'égalité	0	1	1	0	1	.	.
	o1u - procédure préalable travailleurs protégés	118	116	234	196	38	15	9
	o1va - action cessation de discrimination	3	4	7	3	4	169	183
	o1vb - action cessation racisme ou xénophobie	3	1	4	2	2	1056	1056
	o1vc - action cessation discrim. femmes hommes	2	8	10	10	0	83	60
	o1vd - action cessation harcèlement mesures provis	6	4	10	8	2	221	196
	o1vf - mesures prises exécution droit pénal soc.	2	0	2	2	0	396	396
	o1vg - loi bien être art.32decies §2	7	0	7	5	2	770	628
	o1w - licenciement travailleur protégé	90	61	151	90	61	39	44
	o1wa - hr-rail - travailleur protégé	0	1	1	1	0	16	16
	o1yc - homologation de médiation volontaire	1	0	1	0	1	.	.
	o1z - droit du travail - divers	64	36	100	56	44	141	98
	Total groupe nature	**8595**	**5323**	**13918**	**6268**	**7650**	**331**	**302**
accidents de travail, maladies professionnelles (5	p1a - accidents du travail	6914	2684	9598	2833	6765	872	742
	p1b - maladies professionnelles	2500	447	2947	605	2342	1224	1120
	p1c - accidents du travail – 1/3 en capital	49	112	161	118	43	115	70
	p1e - allocations accidents du travail octroyées p	7	3	10	3	7	394	394
	p1f - allocations maladies professionelles octroyé	25	2	27	2	25	1188	1188
	p1i - fonds indemnisation victimes de l'amiante	7	0	7	2	5	987	987
	p1z - accidents du travail - maladies professionne	34	16	50	14	36	759	496
	Total groupe nature	**9536**	**3264**	**12800**	**3577**	**9223**	**906**	**766**

Extraction : 10Jan2025

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2024

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
securite sociale des travailleurs salaries (580)	q1a - cotisations travailleurs salariés	3268	5140	8408	6615	1793	79	41
	q1aa - désassujettissement ONSS	88	28	116	61	55	522	370
	q1b - allocations familiales travailleurs salariés	1118	443	1561	576	985	547	470
	q1c - chômage travailleurs salariés	7015	3305	10320	4206	6114	494	325
	q1d - assurance maladie invalidité trav. salariés	12930	8145	21075	7590	13485	493	393
	q1e - pensions travailleurs salariés	481	179	660	304	356	460	330
	q1f - vacances annuelles travailleurs salariés	200	42	242	90	152	679	619
	q1g - fonds fermeture entreprises	84	27	111	62	49	731	634
	q1h - sécurité sociale personnes assimilées	10	0	10	6	4	.	.
	q1i - contestations entre organismes de sécurité s	9	9	18	8	10	453	336
	q1l - office sécurité sociale d'outre-mer	1	0	1	1	0	.	.
	q1m - assurance maladie complémentaire	37	7	44	22	22	529	501
	q1p - prépension spéciale	1	0	1	0	1	.	.
	q1r - cotisation spéciale de sécurité sociale	3	0	3	3	0	.	.
	q1v - obligations entrepreneurs et sous-traitants	2	0	2	1	1	.	.
	q1x - recours – décision du Bureau d'aide juridiqu	65	71	136	73	63	171	130
	q1xa - recours – décision de la Commission Artiste	8	4	12	6	6	412	372
	q1y - recouvrement des prestations de soins dispen	8	4	12	2	10	571	571
	q1yb - soins médicaux, pension de dédommagement (t	20	3	23	15	8	942	959
	q1z - securite sociale des travailleurs salaries -	154	102	256	116	140	311	203
	Total groupe nature	**25502**	**17509**	**43011**	**19757**	**23254**	**364**	**228**
cpas	q2 - sécurité d'existence	2	0	2	2	0	.	.
	q2a - revenu garanti personnes âgées - sanctions	9	11	20	13	7	168	162
	q2b - prestations familiales garanties	18	7	25	13	12	482	485
	q2c - CPAS minimum de moyens d'existence	72	0	72	67	5	.	.
	q2d - intégration sociale (emploi et/ou revenu d'i	1227	1398	2625	1288	1337	202	158
	q2e - CPAS aide sociale	150	0	150	63	87	.	.
	q2ea - aide sociale	1780	1770	3550	1906	1644	199	158
	q2f - garantie de revenus aux personnes âgées	42	23	65	32	33	358	345
	q2g - accueil des demandeurs d'asile et étrangers	1121	2797	3918	2360	1558	139	119
	Total groupe nature	**4421**	**6006**	**10427**	**5744**	**4683**	**172**	**130**
securite sociale des travailleurs independants (58	r1a - cotisations sécurité sociale indépendants	742	239	981	512	469	558	365
	r1aa - contestation commission des dispenses de co	15	15	30	7	23	587	613
	r1b - allocations familiales indépendants	18	7	25	6	19	560	560

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2024

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
securite sociale des travailleurs independants (58	r1d - assurance maladie invalidité indépendants	629	368	997	366	631	520	429
	r1e - pensions indépendants	90	31	121	66	55	499	365
	r1h - cotisation de solidarité-indépendants	2	0	2	0	2	.	.
	r1l - cotisations sociétés pour indépendants	2	0	2	1	1	.	.
	r1o - discrimination indépendants	2	0	2	1	1	.	.
	r1z - sécurité sociale indépendants – divers	446	234	680	191	489	380	351
	Total groupe nature	**1946**	**894**	**2840**	**1150**	**1690**	**499**	**383**
prestataires de soins 09/08/1963	r2z - divers	3	0	3	2	1	.	.
	Total groupe nature	**3**	**0**	**3**	**2**	**1**	**.**	**.**
allocations handicapes (582 1°-2°)	s1a - personnes handicapées	3452	1901	5353	1982	3371	579	478
	s1b - reclassement social des personnes handicapée	230	90	320	166	154	445	337
	s1z - personnes handicapées - divers	29	27	56	17	39	443	402
	Total groupe nature	**3711**	**2018**	**5729**	**2165**	**3564**	**569**	**471**
art. 582 ou 587	t1a - conseil d'entreprise	11	11	22	19	3	37	39
	t1b - comités de sécurité, d'hygiène et embellisse	2	0	2	2	0	.	.
	t1ba - élections sociales	9	192	201	184	17	36	22
	t1c - allocation interruption de carrière	1	0	1	0	1	.	.
	t1fe - titres-services	25	4	29	11	18	587	587
	t1z - art. 582 ou 587 - varia	6	11	17	13	4	97	48
	Total groupe nature	**54**	**218**	**272**	**229**	**43**	**45**	**23**
sanctions administratives (art 583)	u1a - sanctions/amendes administratives	102	76	178	82	96	392	363
	u1d - reconnaissance ouvrier portuaire	1	0	1	0	1	.	.
	u1z - sanctions administratives - divers	15	6	21	9	12	304	253
	Total groupe nature	**118**	**82**	**200**	**91**	**109**	**383**	**358**
referes	w1a - désignation d'expert	1	0	1	0	1	.	.
	w1b - autopsie	1	0	1	0	1	.	.
	w1c - délivrance des documents sociaux	1	0	1	0	1	.	.
	w1d - accidents du travail	4	1	5	1	4	3	3
	w1e - contrat de travail	24	22	46	26	20	65	57
	w1g - octroi du revenu d'intégration	3	0	3	0	3	.	.
	w1h - aide sociale	11	36	47	33	14	30	26
	w1i - accueil des demandeurs d'asile et des étrang	94	96	190	107	83	54	20
	w1z - référé - divers	74	38	112	41	71	84	32
	Total groupe nature	**213**	**193**	**406**	**208**	**198**	**57**	**23**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2024

1.2.a. Nature

Nature de l'affaire (Groupe - Détail)		Pendant 01/01	Nouveau	Input	Output	Pendant 31/12	Durée Output (excl. ommisions)	
							Moyenne	Mediane
requêtes en assistance judiciaire	g1b1 - assistance judiciaire à bureau	26	0	26	0	26	.	.
	g1c1 - assistance judiciaire à président	17	0	17	0	17	.	.
	g1d - assistance judiciaire	71	316	387	316	71	5	3
	g1z - assistance judiciaire - divers	3	0	3	0	3	.	.
	Total groupe nature	**117**	**316**	**433**	**316**	**117**	**5**	**3**
conciliations	la - conciliation (en général) 732 CJ	119	127	246	90	156	97	67
	Total groupe nature	**119**	**127**	**246**	**90**	**156**	**97**	**67**
rectification/interprétation de jugement	ia - rectification/interprétation de décision	115	67	182	115	67	90	72
	ic - tierce opposition en RCD	23	19	42	14	28	453	213
	id - commision rogatoire	2	0	2	0	2	.	.
	Total groupe nature	**140**	**86**	**226**	**129**	**97**	**140**	**76**
divers	v1b - autopsie	8	0	8	0	8	.	.
	v1c - avance sur revenu d'intégration	1	0	1	0	1	.	.
	v1d - octroi aide sociale	2	0	2	0	2	.	.
	v1f - abréviation de délais	1	0	1	0	1	.	.
	v1i - requête unilatérale	98	2813	2911	2798	113	3	2
	v1z - requête unilatérale - divers	24	0	24	0	24	.	.
	Total groupe nature	**134**	**2813**	**2947**	**2798**	**149**	**3**	**2**

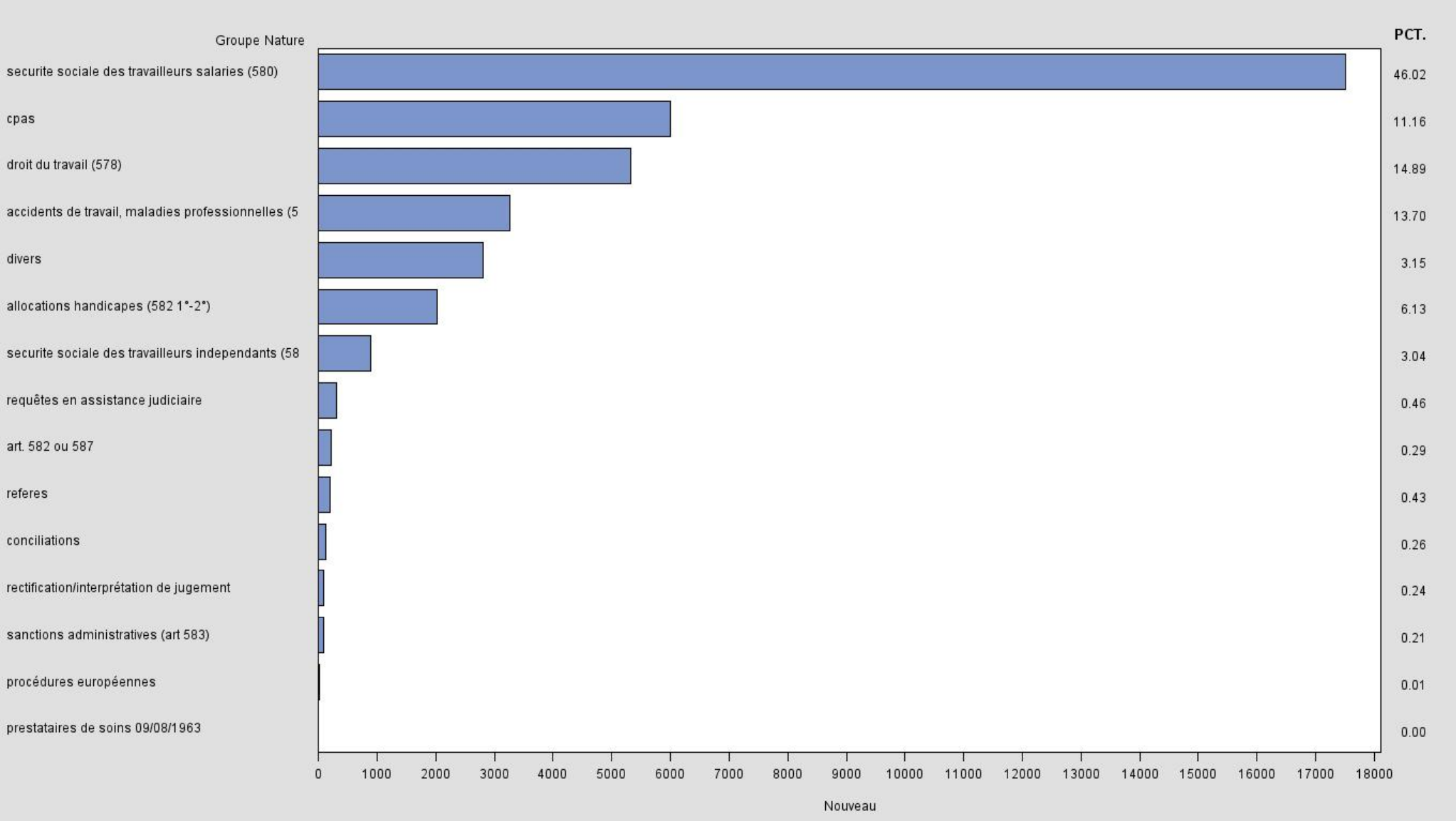
Extraction : 10Jan2025

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

1. INPUT-OUTPUT National Période : 2024

1.2.b. Nature (Nouveau)



PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2024

2.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
Anvers	Anvers	**3938**	3107	2026	99	201	154	217	273	1432	305	122
	Hasselt	**1383**	1049	484	15	174	56	260	93	1430	170	128
	Malines	**870**	706	1052	9	264	42	242	66	1929	47	367
	Tongres	**1118**	928	902	13	108	49	269	53	1458	75	296
	Turnhout	**875**	656	1012	38	151	44	268	73	1651	64	279
	Total Arrondissement	**8184**	**6446**	**1404**	**174**	**184**	**345**	**241**	**558**	**1521**	**661**	**176**
Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	**8950**	4588	349	187	328	44	224	2211	2166	1920	39
	Total Arrondissement	**8950**	**4588**	**349**	**187**	**328**	**44**	**224**	**2211**	**2166**	**1920**	**39**
Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	**3206**	2238	365	34	402	144	255	475	1470	315	45
	Total Arrondissement	**3206**	**2238**	**365**	**34**	**402**	**144**	**255**	**475**	**1470**	**315**	**45**
Louvain	Louvain	**657**	449	296	11	266	69	262	73	1730	55	213
	Total Arrondissement	**657**	**449**	**296**	**11**	**266**	**69**	**262**	**73**	**1730**	**55**	**213**
Brabant-Wallon	Nivelles	**979**	826	3734	15	342	16	343	85	2494	37	33
	Wavre	**848**	708	3947	7	446	27	168	62	1712	44	79
	Total Arrondissement	**1827**	**1534**	**3832**	**22**	**375**	**43**	**233**	**147**	**2164**	**81**	**58**
Gand	Alost	**365**	270	378	9	344	12	501	57	1640	17	154
	Bruges	**1244**	822	1156	15	230	78	296	274	1887	55	167
	Termonde	**438**	346	378	13	86	8	261	34	1617	37	43
	Gand	**1238**	879	380	30	139	102	313	153	1696	74	270
	Ypres	**162**	107	484	10	250	6	276	28	2075	11	141
	Courtrai	**538**	352	413	19	233	21	258	113	1774	33	206
	Audenarde	**364**	276	376	9	95	26	160	38	1567	15	125
	Roulers	**203**	132	461	4	82	21	205	34	1556	12	73
	Saint-Nicolas	**566**	391	423	14	168	52	286	29	1788	80	117
	Furnes	**318**	286	3046	2	188	3	175	23	1788	4	246
	Total Arrondissement	**5436**	**3861**	**755**	**125**	**181**	**329**	**286**	**783**	**1774**	**338**	**162**
Eupen	Eupen	**182**	129	473	13	310	1	312	17	1912	22	146
	Total Arrondissement	**182**	**129**	**473**	**13**	**310**	**1**	**312**	**17**	**1912**	**22**	**146**
Liège	Arlon	**282**	223	2127	1	160	4	168	16	1502	38	40
	Dinant	**772**	552	1142	6	528	9	305	82	1501	123	11
	Huy	**481**	386	597	3	474	14	324	63	2069	15	74
	Liège	**4160**	3447	596	29	406	112	378	2	2171	570	214
	Marche-en-famenne	**336**	279	2603	5	545	3	303	8	1948	41	59
	Namur	**1554**	970	368	25	482	19	257	419	4288	121	25

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2024

2.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Total output	Type output									
			Jugement définitif		Désistement		Radiation		Omission		Autres	
			Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne	Nombre	Durée moyenne
Liège	Neufchâteau	**343**	254	1139	7	229	3	147	22	1517	57	56
	Verviers	**927**	722	576	16	306	13	464	.	.	176	17
	Total Arrondissement	**8855**	**6833**	**758**	**92**	**411**	**177**	**354**	**612**	**3476**	**1141**	**120**
Hainaut	Binche	**660**	540	2152	8	508	3	508	93	1899	16	116
	Charleroi	**1857**	1495	1273	23	641	46	358	223	1898	70	102
	La Louvière	**713**	517	907	7	566	.	.	162	2111	27	657
	Mons	**976**	812	1694	18	404	3	366	103	1847	40	247
	Mouscron	**248**	175	413	6	267	.	.	28	1653	39	26
	Tournai	**755**	574	435	17	667	.	.	76	1846	88	17
	Total Arrondissement	**5209**	**4113**	**1272**	**79**	**544**	**52**	**367**	**685**	**1925**	**280**	**140**
Total		**42506**	**30191**	**1022**	**737**	**306**	**1204**	**277**	**5561**	**2095**	**4813**	**95**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

2. TYPE OUTPUT National Période : 2024

2.2. Durée catégorie

Durée catégorie	Output (nombre)	Output %	Durée moyenne (excl. ommisions)
1	850	2.00	1
2-30	3089	7.25	8
31-60	4280	10.1	42
61-90	2144	5.03	74
91-180	5834	13.7	130
181-365	6075	14.3	268
366-730	7160	16.8	509
731-1095	2894	6.80	887
>1095	10260	24.1	1739
Total	**42586**	**100**	**356**

Extraction : 10Jan2025

Les temps de traitement ne couvrent pas les omissions.

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2024

3.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 31/12	Durée moyenne - pendant 31/12	Durée médiane - pendant 31/12
		Nombre		
Anvers	Anvers	3389	528	293
	Hasselt	1216	473	289
	Malines	1077	541	358
	Tongres	980	473	302
	Turnhout	1125	559	302
	Total Arrondissement	**7787**	**519**	**300**
Bruxelles Francophone	Bruxelles Francophone	7087	514	321
	Total Arrondissement	**7087**	**514**	**321**
Bruxelles Néerlandophone	Bruxelles Néerlandophone	2285	363	202
	Total Arrondissement	**2285**	**363**	**202**
Louvain	Louvain	726	480	270
	Total Arrondissement	**726**	**480**	**270**
Brabant-Wallon	Nivelles	736	603	292
	Wavre	498	595	395
	Total Arrondissement	**1234**	**600**	**337**
Gand	Alost	406	751	384
	Bruges	983	442	292
	Termonde	551	904	485
	Gand	1609	817	407
	Ypres	256	770	417
	Courtrai	683	643	337
	Audenarde	368	596	336
	Roulers	312	718	303
	Saint-Nicolas	706	967	441
	Furnes	133	484	336
	Total Arrondissement	**6007**	**729**	**379**
Eupen	Eupen	338	1001	501
	Total Arrondissement	**338**	**1001**	**501**
Liège	Arlon	266	582	354
	Dinant	791	596	394
	Huy	801	728	476
	Liège	9260	834	517
	Marche-en-famenne	238	476	329
	Namur	2860	2754	986
	Neufchâteau	312	489	323

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2024

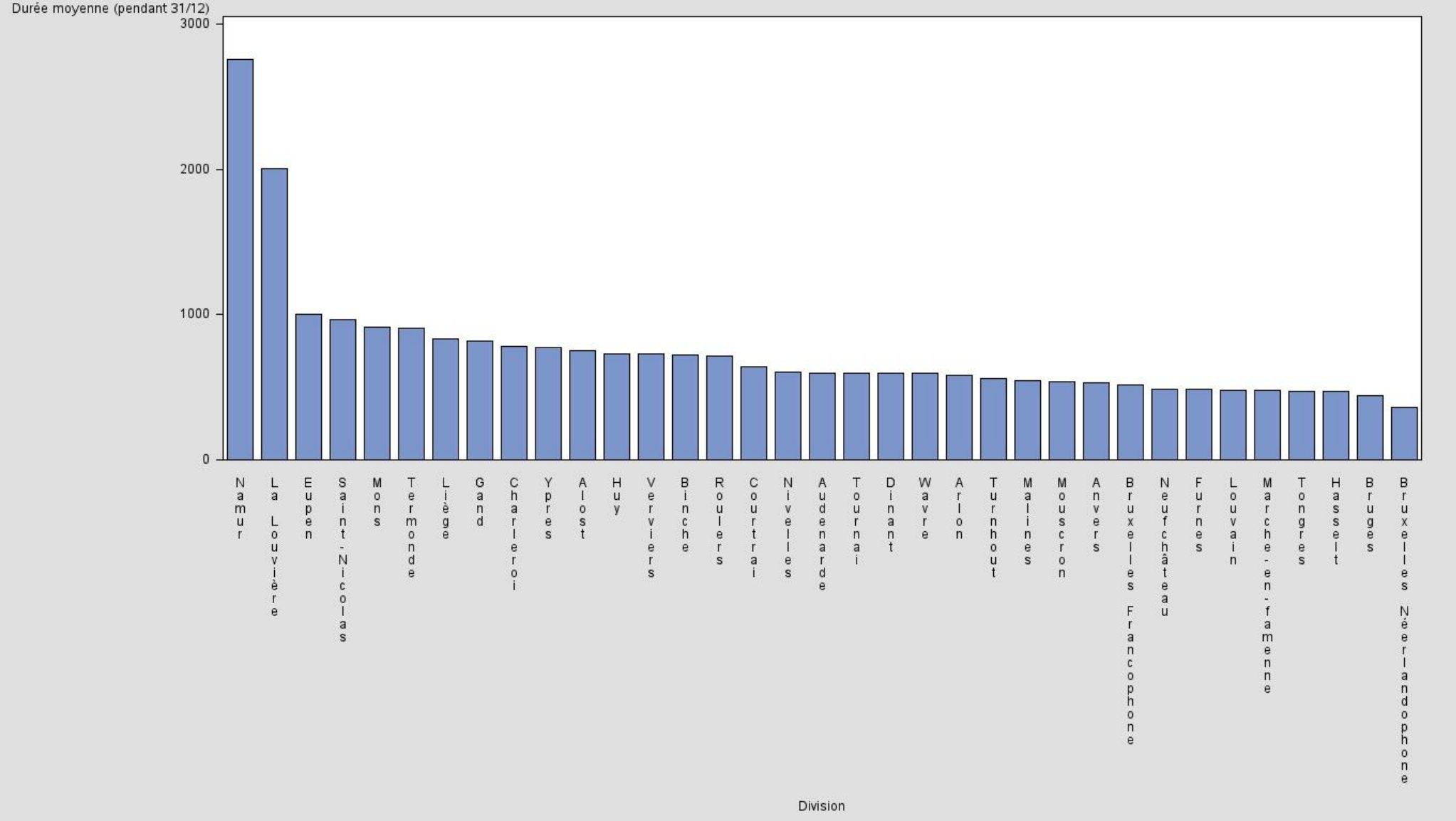
3.1. Arrondissement - Division

Arrondissement - Division		Pendant 31/12	Durée moyenne - pendant 31/12	Durée médiane - pendant 31/12
		Nombre		
Liège	Verviers	2107	726	477
	Total Arrondissement	**16635**	**1118**	**538**
Hainaut	Binche	820	721	581
	Charleroi	3778	782	512
	La Louvière	1434	2007	968
	Mons	1687	917	499
	Mouscron	254	537	311
	Tournai	890	596	366
	Total Arrondissement	**8863**	**975**	**545**
Total		**50962**	**815**	**407**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2024

3.2. Durée moyenne (pendant 31/12)



PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

3. PENDANT 31/12 National Période : 2024

3.3. Durée catégorie

Durée catégorie	Pendant 31/12 (nombre)	Pendant 31/12 (%)	Durée moyenne - pendant 31/12
1	103	0.20	1
2-30	2909	5.71	18
31-60	2430	4.77	45
61-90	2496	4.90	76
91-180	5970	11.7	130
181-365	9923	19.5	266
366-730	11246	22.1	527
731-1095	5555	10.9	893
>1095	10330	20.3	2604
Total	**50962**	**100**	**815**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2024

Acte (Catégorie - Détail)		2024					Total
		Ressort					
		Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Mons	
Jugements définitifs	Jugement définitif	5126	6877	3422	6077	3156	**24658**
	Désistement	174	257	124	104	79	**738**
	Renvoi devant une autre juridiction	45	47	17	24	22	**155**
	Sans objet	270	890	72	523	331	**2086**
	Interprétation/rectification	24	54	20	36	20	**154**
	Demande irrecevable	1	46	3	14	24	**88**
	Radiation par jugement	.	1	1	177	52	**231**
	Changement de langue	.	31	.	.	.	**31**
	Décision définitive	.	1	.	2	1	**4**
	Omission du rôle général	.	.	.	2	.	**2**
	Total Catégorie	**5640**	**8204**	**3659**	**6959**	**3685**	**28147**
Ordonnances définitives	Ordonnance définitive	8	128	9	72	11	**228**
	Pro deo - accepté total	37	78	14	37	9	**175**
	Pro deo - accepté partiel	15	3	2	2	.	**22**
	Pro deo - refusé	48	19	10	15	9	**101**
	Décision sur requête unilatérale	87	1790	68	726	147	**2818**
	Total Catégorie	**195**	**2018**	**103**	**852**	**176**	**3344**
Jugements interlocutoires	Renvoi devant le tribunal d'arrondissement	8	8	2	3	1	**22**
	Réouverture des débats	92	215	224	660	234	**1425**
	Production de documents	3	17	1	2	1	**24**
	Enquêtes	2	.	6	6	8	**22**
	Liquidation des dépens	8	13	3	18	16	**58**
	Renvoi au rôle particulier	21	41	14	141	40	**257**
	Divers interlocutoire	15	51	12	43	11	**132**
	Décision interlocutoire ordonnant la jonction	1	.	.	49	1	**51**
	Expertise	1898	1372	1258	2148	1005	**7681**
	Autre jugement expertise	2	6	10	4	8	**30**
	Comparution personnelle des parties	1	3	5	30	3	**42**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	1	9	121	6	2	**139**
	Remplacement de l'expert	4	33	6	1	53	**97**
	Prorogation	.	6	3	19	1	**29**
	Suite à une contestation / incident	.	8	2	1	5	**16**
	Décision interlocutoire	.	2	.	1	.	**3**
	Désignation médiateur	.	4	1	46	1	**52**
	Omission du rôle d'audience	.	.	.	4	.	**4**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2024

Acte (Catégorie - Détail)		2024					Total
		Ressort					
		Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Mons	
Jugements interlocutoires	Total Catégorie	**2056**	**1788**	**1668**	**3182**	**1390**	**10084**
Ordonnances interlocutoires	Divers interlocutoire	.	5	4	2	1	**12**
	Taxation des frais et honoraires de l'expert	984	912	1149	1961	899	**5905**
	Remplacement de l'expert	72	125	122	171	4	**494**
	Prorogation	239	466	176	482	626	**1989**
	Suite à une contestation / incident	1	2	2	49	.	**54**
	Décision interlocutoire	.	.	.	2	.	**2**
	Désignation médiateur	.	.	.	3	1	**4**
	Délais pour conclure	1523	2268	1530	2032	1355	**8708**
	Nouveaux délais pour conclure	22	13	10	4	6	**55**
	Provision supplémentaire	24	89	2	84	174	**373**
	Divers	22	4	19	19	1	**65**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 5)	16	19	7	11	16	**69**
	Ordonnance licenciement travailleur protégé (art. 8)	9	8	6	11	5	**39**
	Distribution des causes par le président	127	11	1	.	.	**139**
	Libération provision expertise	2	.	.	3	6	**11**
	Audiences temporaires / extraordinaires	3	1	4	.	2	**10**
	Tableau de service	2	.	.	.	.	**2**
	Remplacement du président de la chambre	2	.	1	2	74	**79**
	Redistribution / incident de répartition	2	2	19	4	49	**76**
	Fixation pour explications orales	.	6	.	.	.	**6**
	Information résolution à l'amiable compura	.	11	.	.	.	**11**
	Après réunion d'installation	.	22	.	.	.	**22**
	Autorisation de citer le témoin défaillant	.	1	.	.	.	**1**
	Ordonnance interlocutoire	.	2	1	4	.	**7**
	Plan amiable	.	1	.	.	.	**1**
	Fixation enquêtes	.	.	1	3	6	**10**
	Fixation enquêtes contraires	.	.	2	.	1	**3**
	Référés - désignation expert	.	.	1	.	.	**1**
	Taxation des frais et honoraires du médiateu	.	.	.	1	.	**1**
	Total Catégorie	**3050**	**3968**	**3057**	**4848**	**3226**	**18149**
Proces-Verbaux	Omission du rôle général	1	.	.	.	686	**687**
	Divers	.	10	.	.	3	**13**
	Conciliation	4	13	9	10	10	**46**
	Vérification d'écriture - faux en écriture	1		1			**2**

PARTIE 1: AFFAIRES SOCIALES

4. DECISIONS DU JUGE National Période : 2024

Acte (Catégorie - Détail)		2024					Total
		Ressort					
		Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Mons	
Proces-Verbaux	Concilliation des parties en cas de travail	7	16	13	10	1	**47**
	Non-conciliation	11	27	12	11	13	**74**
	Radiation par mention	346	112	162	.	.	**620**
	Première comparution en cas de travailleur	1	27	31	.	16	**75**
	Enquête	2	2	15	11	12	**42**
	Conciliation partielle	1	.	2	.	.	**3**
	Comparution personnelle	2	.	8	10	4	**24**
	Procès-verbal de l'audience	2	.	.	.	.	**2**
	Visite des lieux	.	.	.	1	.	**1**
	Audition d'expert	.	.	.	3	.	**3**
	Total Catégorie	**378**	**207**	**253**	**56**	**745**	**1639**

Collège des cours et tribunaux (Service d'appui)
Boulevard de Waterloo 70
1000 Bruxelles
Tel.: 02 557 46 50
cct.chr.stat@just.fgov.be
https://www.tribunaux-rechtbanken.be/fr/college

Editeur responsable : Fabienne Bayard
Boulevard de Waterloo 70 – 1000 Bruxelles

D/2025/7951/FR/0004